

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 2 au 8 janvier 2016

Rappel, la semaine dernière : déchéance de la nationalité, incidents en Corse, Le Drian, niveau des retraites, prime d'activité

Déchéance de la nationalité : toujours premier sujet mais en baisse

Les opinions se rééquilibrent cette semaine autour du projet de réforme constitutionnelle et d'extension de la déchéance de la nationalité. **48% des messages reçus sont critiques, dont plus d'un tiers provenant de binationaux.** La mesure est jugée « *inefficace* » dans 50% des courriers critiques, « *stigmatisante* » dans un tiers et considérée comme un « *appel du pied aux électeurs frontistes* » dans un quart. La moitié émanent de sympathisants socialistes et se révèlent particulièrement virulents. Les interventions traduisent incompréhension et colère : « *Comment un président de gauche peut-il envisager une déchéance de la nationalité, c'est indigne !* », « *C'est une décision digne du FN* ». **La part des électeurs de gauche qui affirment se détourner du PS représente 12% du total :** « *Malgré mon attachement à la gauche, je ne pourrai plus voter pour vous ou votre Premier ministre* ».

Saluant « *la bravoure* » et la « *détermination* » du Chef de l'Etat, **47% des correspondants approuvent au contraire cette décision** « *symbolique d'une France en lutte contre le terrorisme* » et espèrent qu'elle aboutira : « *On ne peut se revendiquer Français et prendre les armes contre ses concitoyens* ». 18% s'appuient sur les derniers sondages pour conseiller au chef de l'Etat de « *légitimer la déchéance par référendum* » tandis que **10% précisent être favorables à l'extension de la déchéance pour tous les Français.** Parmi l'ensemble de ces encouragements, **10% émanent de binationaux.**

Vœux présidentiels pour l'année 2016 : fort

35% des correspondants ont été particulièrement sensibles à la solennité du discours du chef de l'Etat et expriment leur soutien à son action en matière sécuritaire. L'hommage rendu aux victimes des attentats ainsi qu'aux forces de sécurité et de secours a fait l'objet de nombreux remerciements. La moitié renouvellent à cette occasion leur soutien au président et saluent sa capacité à maintenir la cohésion nationale : « *La France que j'aime passionnément a été blessée à deux reprises. Les Français sont forts et restent debout. Je suis fière de ce que vous faites, fière de la France, des Français et de la République* ».

Les questions économiques soulèvent moins d'enthousiasme et plus de suspicion. 31% des correspondants ont rebondi sur la question de l'apprentissage et, à la marge, sur celle de la formation. Beaucoup ont témoigné de leurs difficultés à être accueillis en entreprise : « *Aider les jeunes à trouver un employeur, je peux vous assurer que vous aurez beaucoup de mal à y arriver. Rien n'est fait en France pour l'apprentissage, ni du côté des aides aux entreprises, ni du côté des jeunes qui cherchent un employeur* ». Moins relevé, le plan de formation n'a pas rassuré les seniors : « *Pouvez-vous mettre aussi en place une réforme pour les plus de 45 ans. En cas de sortie de l'emploi à 50 ans, il n'est plus possible d'être recrutés étant considérés comme étant trop âgé ?* ».

20% des messages critiquent l'allocation et la politique du gouvernement, en particulier sur l'économie et la sécurité : « *Vous avez été infoutu de faire quoi que ce soit entre janvier et novembre 2015* ».

A noter que deux personnes ont regretté que les vœux ne soient pas également adressés aux étrangers vivants sur le territoire français.

Prime d'activité : modéré, en hausse

De travailleurs précaires non éligibles au nouveau dispositif continuent à exprimer un vif mécontentement, souvent teinté d'inquiétude, dans la perspective de la perte de la prime pour l'emploi : « *quand je découvre que je perds la prime pour l'emploi alors que je travaille pour survivre, je suis écœuré de cette politique qui réduit toujours notre pouvoir d'achat* ». On note que **15% de ces interventions émanent de jeunes actifs ou en apprentissage qui dépassent de quelques euros le seuil d'éligibilité.** Ainsi cette prime prévue pour soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux revenus modestes apparaît comme une aide à ceux qui vivent de la solidarité nationale : « *on aide toujours ceux qui ne veulent pas travailler et pas ceux qui se battent pour y arriver* » ; « *ça paraissait trop beau quand cette prime a été présentée, quelle arnaque !* ».

Montant des pensions de retraite : modéré mais en hausse

Une quarantaine de retraités ont attiré cette semaine votre attention sur le niveau de leur pension et demandent « *un geste pour soulager les seniors* » après 3 années consécutives de gel. Citant régulièrement la revalorisation du RSA ou les aides accordées aux réfugiés, **20% annoncent leur intention de voter en faveur du FN ou de s'abstenir en 2017.**

Mutuelle obligatoire : modéré

70% des messages sont un plaidoyer pour une révision de la loi afin d'assouplir l'obligation de mutuelle professionnelle envers les salariés: « *Il faut nous laisser le choix et ne pas nous obliger à payer une mutuelle plus chère et non adaptée à nos besoins* ».

Affaire Agnès Saal : faible mais noté

Quelques courriers très critiques vous ont été adressés **revenant sur la « pseudo sanction »** de l'ancienne directrice de l'INA : « *Si c'est ça une république exemplaire. Pourquoi n'est-elle pas révoquée à vie ?* ». Plusieurs estiment que le président de la République **n'a toujours pas entendu « le message des urnes » et la défiance des Français envers le personnel politique et la haute fonction publique** : « *Il est affligeant de constater que les mêmes errements continuent malgré les coups de semonce des électeurs. Cette personne a volé la République et les citoyens* ».

Lutte contre le chômage : faible

Le plan massif de formation est peu repris et suscite avant tout le scepticisme. La plupart des correspondants se livrent à une critique des mécanismes actuels de financement de la formation professionnelle, souvent au travers de témoignages de refus de formation par le service public de l'emploi ou d'absence de débouchés : « *8% des financements de la formation professionnelle sont consacrés aux demandeurs d'emploi, il faut revoir le système* ».

Facturation de frais de tenue de comptes bancaires : faible

Quelques déposants jugent l'augmentation de la tarification 2016 sur les comptes de dépôts « exorbitante » : « *Trop c'est trop* ». Mettant en avant les profits des établissements bancaires réalisés malgré la crise, les correspondants appellent les autorités à forcer les banques à rétribuer les déposants de ces comptes via des intérêts. **Le discours du Bourget sert toujours de référence** : « *Rien n'est fait pour freiner les appétits tarifaires des banques, alors que vous nous aviez promis de vous attaquer à la finance* ».

Exécution de prisonniers en Arabie Saoudite : très faible

Suite à l'exécution de dizaines de prisonniers en Arabie Saoudite, dont le clerc chiite Ali Al Nimr, les relations avec le royaume ont été remises en cause dans quelques courriers : « *Les Al Saoud sont indignes d'être nos alliés, à moins que la France soit devenue indigne de son statut de patrie des Droits de l'Homme* »

Attaque du commissariat du 18^e arrondissement : très faible

2 personnes seulement ont félicité vendredi les forces de l'ordre pour avoir neutralisé le « terroriste » avant qu'il ne blesse quelqu'un : « *Merci de nous défendre de ces barbares* » (mais des courriers papiers pourraient arriver en début de semaine). Un correspondant a au contraire accusé les policiers « *d'amateurisme* », estimant que l'assaillant était certainement un « *déséquilibré* » qu'il aurait fallu immobiliser.

Libération conditionnelle de Patrick Henry : très faible

La perspective d'une libération conditionnelle de Patrick Henry n'a choqué que 3 correspondants. Farouchement opposés à la remise en liberté d'un « *assassin d'enfant* », ils s'interrogent sur le fonctionnement de la justice (« *Comment peut-on sortir de prison pour bonne conduite après avoir tué ?* ») et demandent au président de la République de tout faire pour que l'appel formulé par le Parquet aboutisse à un rejet de la demande de Patrick Henry.

Essai nucléaire nord-coréen : 0